

O. H. H. H.

« Un plébiscite serait la négation de notre passé et une injure pour notre patriotisme : nous n'en voulons pas. »

Protestation des Alsaciens-Lorrains

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

| | | | |
|--------|--------|----------|----------|
| 1 An | 6 Mois | 3 Mois | 1 MOIS |
| 18 fr. | 9 fr. | 4 fr. 50 | 1 fr. 50 |

Leur vieux dieu "Ventre"

Les gazettes ont juxtaposé, ces jours derniers, deux documents typiques : 1° le menu (peut-être apocryphe d'ailleurs, mais d'une vérité symbolique) qu'un restaurateur-espion devait offrir au kaiser, si cet homme sympathique était entré à Paris ; et 2° le récit des émeutes que les Bochesses ont faites à Berlin parce que ces dames manquent de pain.

Ce rapprochement doit nous intéresser. Il attire notre attention sur l'importance que la boustifaille présente aux yeux de nos ennemis. Ces gens-là sont parés en guerre pour « bouffer tout le monde ». Ils n'avaient pas assez à manger chez eux, et Dieu sait pourtant si, en temps de paix « ils en cachent » !... A l'étroit en leur pays que bonde la surproduction de leur profligé, ils se sont mis en campagne à seule fin de conquérir les greniers d'abondance dont ils étaient privés.

Qui, en Suisse, ou chez nous, dans notre Midi qu'ils empoisonnaient, ou chez eux, à Munich par exemple, ne les a pas vus manger, ne sait pas ce que signifie le vocabulaire « manger ». La quantité seule compte. Ils vivent pour manger, au lieu de manger pour vivre. Ils engloutissent. Ils amassent la venaison et les sucreries : abatis d'oie à la compôte de poines, salade de harengs malaxés dans de la confiture de myrtilles... J'ai sous les yeux un livre de cuisine boche où je relève cette recette : « Pour faire une soupe à la bière, prenez un litre de bière brune, un demi-litre de lait, un demi-litre de crème fouettée et mêlez le tout ensemble. Ensuite ajoutez un peu de lard cuit à petit feu, coupé en tranches fines, avec une pleine main de raisins secs et d'amandes hachées. (Les amandes peuvent être remplacées par des sardines) (sic). Laissez cuire une petite heure, et, avant de servir, ajoutez un peu de sauce Maggi. »

Relisez ce texte. Ruminez l'entre-pâternité : « les amandes peuvent être remplacées par des sardines ». N'y a-t-il pas là de quoi justifier le dégoût que nous inspirent ces Allemands, en dépit de toute leur organisation, de leur méthode, et de la science chimico-métallurgique dont se targue leur « Kultur » ? De tels malpropres pourront-ils jamais sentir la saveur d'un steak aux pommes soufflées, — comme cela se pratique chez les civilisés, dans un grill-room de Londres, ou dans une honnête famille parisienne ?

Je ne puis résister au plaisir méprisant de vous donner une seconde recette boche : les « quenelles de Königsberg » (celle-là est extraite des Mémoires de l'ineffable Fräulein Elsa Knatschké, qui nous enseigne que ce mets ignominieux faisait les délices de Mme la Rechnungsrat Lempké... On bâfre les quenelles de Königsberg après un plat d'anguilles de mer séchées aux framboises, et avant le dessert, composé de concombres à la crème aigre, servis sur un fonds de marmelade de pommes salées !)

Voici le secret de la mixture : « Prenez, en parties égales, de la viande de veau et de porc, un peu d'oignon, quelques anchois ou lamproies de conserve, du chou frisé poméranien, hachez le tout ensemble. Garnissez la casserole de lard, mettez-y le hachis, laissez mijoter une heure et demie. Servez en bouillottes grosses comme le poing, travaillées comme des knödel, ajoutez de la purée de tomates, de la sauce, et saupoudrez de sucre vanillé. Vous aurez un plat des plus appétissants. »

Et ils s'étonnent que l'univers entier les vomisse, les traite de barbares ! Et ils s'étonnent que nous jugions leur cuisine aussi indigeste que leurs peintures de Böcklin ou leurs symphonies de Mahler !

A Berlin, cependant, on commence à écrier famine et à « se mettre la ceinture ». Les lettres prises sur les cadavres allemands donnent un son sinistre ; cherté et rareté des vivres ; le beurre manque, la bière manque, le rationnement s'accroît, le populaire gronde, etc. La police charge les malheureux Berlinoises qui réclament des pommes de terre. Où sont les ripailles d'antan ? A force de courir le monde à la recherche d'une victoire, les impériaux perdent leur graisse et leurs illusions. Ce n'est pas diminuer le prestige et le mérite de notre adversaire que de constater que s'il a encore des mitrailleuses et des fusils entonnoirés, et sans doute

du cuivre ou du manganèse, il commence à se serrer le ventre. Le blocus opère. Cette race de gouliafres souffre. C'est bien son tour.

Chez nous, on a souffert de la guerre, des deuils cruels et qui seront vengés ; on a ragé et serré les poings. Mais notre race a de la tenue ; elle a réduit ses frais de table, sans que cela devint un mélodrame mondial. Et puis, même si de sales mercantis ont fait hausser le prix des denrées et vendent le sucre trop cher à nos femmes, le pays supporte avec correction ces misères. Nous en avons vu d'autres. Et « messer Gaster » n'est point le vieux dieu de France...

En janvier 1871, pendant le siège de Paris, on voyait à la devanture de Roos, le boucher anglais du boulevard Haussmann, accrochée à une place d'honneur de l'étal, la trompe écorchée du jeune Pollux, l'éléphant du Jardin d'Acclimatation. Cela se vendait quarante francs la livre. Et les Parisiens héroïques contemplaient le boucher Roos débitant en filets la trompe de Pollux.

En janvier 1916, nous n'en sommes pas là. Et cependant le nez du kronprinz s'allonge. Tandis que les Boches maigrissent, nos cuisiniers conçoivent l'espoir de les nourrir de pruneaux et d'arroser leurs premières lignes de grenades. Cette pensée nous reconforte, nourrit nos âmes.

Et je terminerai cette chronique alimentaire sur un dernier parallèle. Quand les Boches ont fini de goinfrer, l'un des convives se lève et prononce le sacramentel : « Mahlzeit ! » (abrégié de la phrase : « Wunsche Ihnen eine gesegnete Mahlzeit ! ») ce qui veut dire : « Que votre digestion soit bénie... »

Chez nous, poilus ou civils, on s'écrie en trinquant : « A la tienne Etienne, et vive la Nation ! »

Et l'on se souvient d'un passage du vieil Amyot disant : « Le plus divin saupicquet (assaisonnement) d'un souper, c'est un amy, un familier que l'on congnoît, non pour ce qu'il mange et boit avec nous, mais participe à nos propos. » Et Montaigne ajoutait : « Il n'est point de si doux apprest pour moy, ni de saulce si appétissante que celle qui se tire de la société des honnestes gens... »

Louis Vauxcelles

Propos d'un grincheux

L'injure socialiste

Quatre Alsaciens-Lorrains notoires, et qui sont des chefs de groupe, ont publié hier, dans le Figaro, une protestation contre l'injure — le mot est d'eux — qu'a faite à leur province le Parti socialiste français. Je ne sais ce que l'humanité pourra répondre à ces fidèles. Il serait mieux qu'elle ne répondît rien. Entre elle et eux, la partie n'est pas égale.

Que signifierait, en effet, le plébiscite réclamé par les penseurs socialistes ? Ceci d'abord : que les sentiments des Alsaciens-Lorrains sont incertains. L'humanité n'osera pas dire cela à des hommes qui, depuis quarante ans, ont lutté contre l'oppression allemande, toujours au détriment de leur bien-être, parfois au péril de leur liberté. Un vote !... Leurs souffrances ne sont-elles pas plus explicites ?

Elle ne pourra leur dire non plus qu'ils ne représentent pas toute la population d'Alsace et de Lorraine. Car d'avance ils répondent : « Nous connaissons nos concitoyens mieux que vous. Nous ne les avons jamais quittés. Nous savons quels sont leurs vœux. »

D'ailleurs, ils ne se contentent pas d'affirmer, ils prouvent. Ils disent : « Le vote qu'on nous demande, nous le donnons depuis quarante ans. Sans cesse, nos élections ont prouvé notre répulsion pour l'Allemagne et notre attachement pour la France. Peu de temps encore avant la guerre, les élections municipales ont été une victoire pour l'élément indigène et nationaliste. »

Que répondre ? Qu'il faut tenir compte des 350.000 Allemands immigrés en Alsace-Lorraine ? Je suis certain que pareil argument ne viendra pas à l'esprit des socialistes, et que le citoyen Bourderon lui-même ne se hasarderait pas à l'employer.

Albert Savarus

Oser dire ce que tout le monde pense, voilà tout le secret de notre succès.

Billets

MONSIEUR LE PROVISEUR

A. M. JULES GAUTIER,

Directeur du bureau de la presse.

On causait de la censure, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité — et à déplorer la stupidité. Quelqu'un (n'était-ce pas un professeur ?) fit cette remarque : « Il y a assez de censeurs comme ça, il y en a même trop ; ce qu'il faudrait maintenant, c'est un bon proviseur. »

Vous êtes trop universitaire, monsieur, pour trouver la plaisanterie pédante. C'est d'ailleurs mieux qu'une boutade ; c'est peut-être une solution, celle-là même dont M. Briand semble s'aviser en vous désignant pour régenter notre presse. Car, dans les lycées de la République, le censeur est spécialement chargé de la discipline. Il fait observer les consignes, et il les multiplie. Il est quelquefois intelligent, mais il n'est jamais tenu de le montrer. Le plus souvent, quand il raisonne, c'est à la manière d'un tambour, comme cet excellent censeur de Louis-le-Grand qui, jadis, en privant de sortie notre camarade Albert Métin, présentement ministre, justifiait cette sévérité par cette apparence d'argumentation : « De deux choses l'une : ou vous êtes coupable, ou vous n'êtes pas coupable ; si vous êtes coupable, vous devez être puni ; si vous n'êtes pas coupable... Mais vous êtes coupable ! Donc vous serez puni. »

Oui, c'est bien de la sorte que contiennent à raisonner les censeurs ; l'Œuvre ne l'a-t-elle pas encore éprouvé l'autre semaine ?

Ce qui distingue le proviseur du censeur, c'est qu'il est au moins capable de concevoir que les dilemmes ont deux branches — et même qu'ils en ont généralement trois. Un proviseur, comme son nom l'indique, doit prévoir, ou plutôt pourvoir. C'est dire, si l'on en croit Auguste Comte, qu'il commencera par essayer de savoir.

Or, ce qui caractérise essentiellement tous les censeurs, c'est que, par définition, ils ne veulent « rien savoir ». Et voilà ce qui rend si malaisées leurs relations avec les novellistes, qui, au contraire, font profession de ne rien ignorer. Ainsi, jusqu'à ce jour, nous avons pâti d'une contradiction latente et insupportable : espérons, monsieur, que vous n'aurez pas trop de peine à la résoudre, et soyez assuré que nous vous y aiderons de toute notre bonne volonté. Car les gouvernants, quels qu'ils soient, ont une tendance fâcheuse, bien que naturelle, à ne voir dans les rédacteurs des gazettes que des laquais ou des anarchistes ; les premiers, on les paie ; les seconds, on les « boucle ».

C'est comme pour le dilemme : il y a peut-être une troisième espèce de journaliste, ceux qui, quelle que soit leur indépendance, n'ont d'autre souci que de collaborer librement, mais de tout leur cœur, à la grande œuvre de la Victoire. L'heure n'est-elle pas venue d'utiliser plus intelligemment leur concours, trop négligé jusqu'ici ?

Je ne vous citerai pas Napoléon pour vous convaincre que, même en temps de guerre, la plume reste une arme, et vous savez assez que la nôtre n'a jamais servi qu'une cause, celle de la France. C'est pourquoi, ce matin, nous ne vous parlerons pas de nos droits, et nous nous contenterons de vous présenter nos devoirs, monsieur le Proviseur...

Gustave Téry

L'AVANCE RUSSE

Les Autrichiens évacuent Czernowitz

1 heure du matin.

Pétrograd, 4 janvier. — On annonce à la dernière heure que les Autrichiens ont évacué Czernowitz, les Russes ayant successivement enlevé toutes les hauteurs dominant la ville.

Au cours de la guerre, Czernowitz est passée quatre fois de mains en mains.

Arrestation du chancelier de la légation de Bulgarie à Paris

En réponse à la mesure arbitraire et contraire au droit international prise par le gouvernement bulgare à l'égard du vice-consul de France, chargé de la garde des archives de la légation française à Sofia, le gouvernement français a fait procéder hier matin à l'arrestation, dans les mêmes conditions, du chancelier bulgare chargé de la garde des archives de la légation de Bulgarie à Paris.

Comme cet agent était souffrant, on l'a autorisé à rester dans son appartement où il est gardé à vue.

Du Pripet au Pruth

C'est sur ce front que commande le général Ivanoff. C'est sur ce front que, depuis le jour où l'offensive allemande a été brisée, nos alliés ont multiplié les opérations de défensive-offensive dans lesquelles ils sont excellents.

On n'a pas oublié les violents combats livrés sur le Styry, en octobre et novembre derniers. Ces combats ont assuré aux Russes la rive gauche de la rivière, en aval de Kolki. Maîtres de Tcharitorisk et de Rajalovka, où la lutte fut acharnée, ceux-ci tiennent le débouché de la grande voie Sarny-Kovel, celle qui les conduira, plus tard, à Cracovie, par Lublin.

D'autres actions, non moins vives, leur ont permis, après avoir été refoulés jusqu'au Sereth, de se reporter sur la Strypa. Un instant sur la rive droite,



ils n'ont pu se maintenir que sur la rive gauche. Là, ils tiennent Tarnopol, nœud des routes qui mènent à Lemberg.

Depuis quelque temps, cependant, ces régions étaient plus calmes. On y signalait seulement des actions de détail et une canonnade intermittente ; de part et d'autre, on accumulait les fortifications. La grosse partie se jouait sur la Duna, à Riga et à Dwinsk ; si les Russes ne l'ont pas gagnée, ils ne l'ont, toutefois, pas perdue.

Il était bien question, dès la fin de novembre, de gros rassemblements russes en Bessarabie. Ceux-ci étaient-ils aussi forts qu'on la prétend ? Avaient-ils pour but de traverser la Roumanie pour secourir les Serbes ? Devaient-ils seulement intimider cette puissance ? Il est aussi difficile de répondre à ces questions qu'à celle autre : est-ce l'armée de Bessarabie qui vient de se mettre subitement en mouvement et menace l'extrême droite autrichienne, du côté de Czernowitz ?

La seule précision que les événements apportent, c'est l'offensive nouvelle prise par les armées d'Ivanoff sur tout leur front.

Cette offensive débute par des escarmouches, quelques jours avant Noël, mais c'est le 25 décembre qu'elle se déclanche vraiment.

Il serait imprudent de faire, à l'heure actuelle, des hypothèses sur son issue.

Les faits brutaux sont les suivants : la gauche russe, qui attaque entre Dniester et Pruth, s'approche de Laleszyky et de Czernowitz ; en deux jours (1^{er} et 2 janvier), elle a fait plus de 1.500 prisonniers. Le champ de bataille est couvert de morts.

Sur la Strypa, les Autrichiens ont également reculé. Il semble que les Russes n'ont pas encore réussi à franchir la rivière à Bukhanov, point où l'ennemi a d'abord cédé ; en tout cas, les contre-attaques tentées par celui-ci sont infructueuses.

Sur le haut Styry, dans la région entre Tarnopol et Kremenetz, les progrès des Russes sont plus limités ; un peu plus au nord, ils ont, tant soit peu, avancé, entre Olyka et Loutsk.

Enfin, sur le Styry moyen, à l'ouest de Tcharitorisk, où l'ennemi les contre-attaque, ils tiennent bon.

La situation est posée. Nous dirons, au fur et à mesure, comment les événements la dénoueront.

Général Verraux

L'annexion syrienne

Il est entendu que, si nous n'avons pas encore occupé la Syrie, nous allons l'occuper demain ou après-demain, ou le jour qu'il vous plaira, après un simulacre de campagne qui ne nous coûtera pas un homme, aussi facilement que nous occupions, il y a trente ans, cette Syrie africaine qui s'appelle Tunisie. Ne discutons pas là-dessus : nos diplomates, qui ont des certitudes instinctives, ne nous permettent pas le moindre doute : « Quand je vous dis que nous entreprenons comme dans du beurre !... »

Entrons. Mais il faut rester et, pour rester, organiser le domicile et faire vie qui dure : qu'allons-nous faire de cette Tunisie asiatique ? Des départements français ? une colonie de plein exercice ? un protectorat ?

C'était la question que je posais l'autre jour à mon ami le Père Dusigne et, malgré tout le bon vouloir qu'il mit à trouver la réponse et que je mis à l'aider en cette recherche, nous dûmes, l'un et l'autre, convenir que nous n'aboutissions à rien ; la question reste entière ; chacun a le droit de la tourner et de la résoudre suivant ses préférences.

Faire de la France du Levant une partie intégrante de l'autre France ; avoir trois ou quatre départements nouveaux qui s'appelleraient, j'imagine, Liban, Antiliban, Orante et Jourdain, et des députés à la Chambre qui représenteraient chez Marianne les sujets de la Princesse lointaine ; la tentation est grande ; et c'est le seul régime, peut-être, qui déciderait les Syriens à renoncer à leur autonomie présente ; et ces Syriens sont des Sémites de race tout comme les Juifs d'Algérie ; ils savent le français aussi bien, beaucoup mieux que les Juifs d'Alger ne le savaient en 1871. Dans toute crise ministérielle nous trouverions parmi eux deux ou trois ministres passibles et une demi-douzaine de sous-secrétaires d'Etat, sans compter celui de la Propagande. Si l'on veut de cette solution, n'hésitons plus une minute, entrons dans le beurre !

Mais il est bien douteux que nos honorables acceptent des collègues syriens alors que déjà leurs collègues de l'Algérie et de l'Inde leur semblent parfois tenir trop de place et accaparer trop de portefeuilles.

Alors, une colonie de plein exercice ?... Jamais les Syriens n'y consentiront ; égare ou maîtres, oui ; sujets, non !

— Et puis, mon Père, il faut voir tout de même que l'annexion et l'administration directe, sous quelque forme qu'elles se fassent, auraient pour ces départements syriens ou pour la colonie syrienne une conséquence immédiate : toute notre France du Levant est l'œuvre des congrégations ; ôtez celles-ci et l'autre croule ; dans ses départements et ses colonies, la France a quelques lois bien gênantes pour la liberté, pour la vie même des congrégations ; si ces lois doivent être changées quelque jour, il vaudrait mieux annexer la Syrie après ce changement. Est-ce un bon moyen pour l'obtenir, ce changement, que de paraître l'imposer aux répuances ou aux préjugés de nos honorables par une opération de politique étrangère ?...

XXX

Les Communiqués

15 heures.

Aucun événement important à signaler au cours de la nuit.

Dans la soirée d'hier, notre artillerie a démolé en lisière d'Andéchy (région de Roye) une maison où étaient abritées des mitrailleuses.

23 heures.

En Artois, notre artillerie a causé des pertes sensibles à des groupes de travailleurs ennemis dans le secteur de Thélus, nord d'Arras.

Nos batteries ont exécuté un tir violent sur des troupes allemandes aperçues dans des faubourgs de Roye. Dans les Vosges, tirs efficaces sur les ouvrages ennemis de la région de Balschwiller, au nord-ouest d'Altkirch ; les tranchées adverses ont été bouleversées ; un dépôt de munitions a sauté.

ARMÉE D'ORIENT

Des détachements bulgares ont pillé quelques villages de la frontière grecque. Rien à signaler sur notre front.

AUX DARDANELLES

La canonnade a été moins vive pendant les journées du 2 et du 3. Aucun événement important à signaler.

Les Allemands veulent-ils la paix ?

NOTRE ENQUÊTE EN SUISSE

C'est à M. de Bülow que chacun a pensé, la semaine dernière, quand la *Nouvelle Gazette de Zurich* écrivait que « rien n'empêchait l'Entente de connaître les conditions auxquelles l'Allemagne était prête à traiter, car la guerre n'avait pas rompu tous les fils, et, entre temps, beaucoup de ceux qui étaient rompus avaient été renoués sans bruit ».

Quelle peut être la main qui renoue les fils cassés, sinon la sienne ? On s'habitue donc à voir en lui le fournisseur du Congrès de la paix : on le croit envoyé pour préparer le terrain et les logis, et lui qui le croit pareillement le laisse très volontiers croire aux autres.

Le fracas tumultueux de son entrée en scène, l'ostentation calculée de ses mouvements, l'appareil qui l'accompagne d'ordinaire, par contre le mal qu'il se donne en mainte occasion pour paraître mystérieux, le bruit qu'il fait pour avoir l'air d'opérer sans bruit, enfin son indiscrète manière de jouer le discret sont bien le fait d'un vaniteux qui veut qu'on le sache chargé d'une haute mission. Mais cette préoccupation n'apparaît pas moins dans ses entretiens particuliers, si j'en juge par ceux que m'ont rapportés certains de ses interlocuteurs.

A l'entendre, les choses auraient pris une autre tournure si elles avaient été engagées d'autre manière et par une autre main. « Les épisodes qui précéderont sa retraite ont bien prouvé qu'il était, lui, Bülow, homme à tempérer la brusquerie des impétuosité impériales, car il savait résister. Ah ! si l'empire avait eu un chancelier ! Mais qu'est-ce que ce bon Bethmann ? Un employé ! Sans aucun doute, le retour à l'ordre normal s'effectuera par les soins de personnages qui n'ont point participé à son écroulement : on ne chargera pas de restaurer la paix les hommes qui n'ont pas su prévenir la guerre. Ceux-là n'ont pas qualité pour se condamner eux-mêmes et le rôle de conciliateur ne saurait convenir à ceux qui n'ont su ni accommoder les antagonismes, ni transiger.

« Conciliation, transaction : telles sont les formules de demain et, si l'on voulait, d'aujourd'hui. L'empire ne peut pas écouter que les grands industriels qui voudraient tenir toute la production européenne. Il doit tenir compte des vœux de la grande masse du peuple qui a bien fait son devoir et qui supporte les plus durs sacrifices avec vaillance. Il doit prêter l'oreille à la voix de la religion qui s'alarme de cette longue effusion de sang. Il doit songer à l'avenir et assurer la tranquillité des générations futures, non seulement par ce que des ambitions trop avides appellent les garanties nécessaires, mais au moyen de la reconnaissance des nations qui sont en ce moment encore ses ennemies.

« L'empereur le sait ; soyez sûr qu'on le trouvera beaucoup moins rigide qu'on ne pense. Si telle était sa volonté que je dusse intervenir dans le règlement des choses, on connaîtrait une Allemagne accommodante, avec laquelle tout le monde s'entendrait bientôt... »

L'ex-chancelier laisse tomber ces paroles et d'autres semblables, en prenant soin que ceux qui les recueillent ne soient ni des sourds, ni des muets.

En dehors de l'effectif attaché à sa personne, M. de Bülow dispose en Suisse d'une cohorte nombreuse d'individus qui, conformément au proverbe de leur pays, chantent la chanson de celui dont ils mangent le pain. Par leurs soins et grâce à des coopérations diverses dont on aura lieu de parler plus tard, il s'est formé ce qu'on appelle une atmosphère : « L'Allemagne veut la paix ; l'Allemagne a le cœur bon ; l'épisode de la neutralité belge est déjà bien ancien, et puis il faut vivre avec les vivants ! »

Efforts persévérants, mise en scène savante, rouerie consommée, dépenses gigantesques, rien n'a été épargné pour la réussite de l'entreprise destinée à retourner les idées de l'univers, et dont les quelques cantons de la Suisse allemande seront seuls à ressentir les effets.

Achille Plista

Une fête à Maison-Blanche

— Par ici la salle des fêtes.
— Dépêchez-vous ! c'est déjà bondé.
— Des chansons. Distribuez les chansons et passez les programmes.

Des autos défilent, déversant des personnes dont la physionomie est à tous frais faite. Une foule joyeuse s'empresse, des rires fusent. Est-ce une grande première, l'une de ces cérémonies où s'entasse le « Tout-Paris » ? Quel est cet endroit où, par ces jours endeuillés, semble s'être réfugiée la gaieté de la France entière ?

C'est Maison-Blanche, c'est un hôpital où les plus à plaindre de nos chers blessés : les mutilés, les amputés, attendent pendant de longs mois bras articulés, jambes de bois et pensions de réforme.

On les édit vainement cherchés, hier, dans les salles des nombreux pavillons dont se compose l'hôpital. Clopin-clopant, s'aidant l'un l'autre, poussés sur des fauteuils roulants, cramponnés aux bras des infirmières, tous s'étaient hâtés, sitôt le déjeuner, vers leur théâtre, car ce qu'on leur promettait était un vrai régal artistique.

La veille, ils n'y voulaient pas croire. Des chansonniers, des chansonnères, comme Jack Cazol, Noël Laut, Victor Tourtal, Man-

uelle, Parigot, Stéphani ! Pensez donc ! Et l'élégante Marcelle Lender, et la désopilante Mistinguett avec Magnard, et Dranem ! et les trois Footit !... Ce serait trop beau... Sur qu'ils ne viendraient pas.

Ils sont venus, pourtant. Ils sont tous venus, les admirables artistes à qui l'on avait dit : « Il y a, à l'hôpital de Maison-Blanche, de la joie à apporter ; de la bonne joie qui reconforte et chasse les sombres idées. » Et aucun n'a manqué. Et la journée tout entière n'a été, grâce à eux, qu'un long éclat de rire, qu'une ovation sans fin.

L'histoire de cette jolie fête est simple. Les dames du « Club féminin automobile pour le transport des blessés » offrent le plus souvent possible, en dehors de leurs services, des promenades, des distractions à leurs « transportés ». Les mille mutilés que contient le seul hôpital de Maison-Blanche, particulièrement difficiles à mobiliser, ne peuvent bénéficier de ces distractions qu'en nombre forcément restreint. Au lieu de les conduire au théâtre par petits groupes, il fallait leur apporter pour une fois le théâtre chez eux.

M. Léon Balby, directeur de l'*Intransigeant*, résolut le problème et c'est grâce à lui que les mille mutilés de Maison-Blanche ont passé, hier, une journée dont ils garderont un souvenir reconnaissant.

D'OU VIENT ce Factum pacifiste ?

Sherlok Holmès nous le dit

Aussitôt introduit, le lecteur de l'*Oeuvre*, qui nous avait fait passer sa carte, nous mit sous les yeux une sorte de prospectus ayant pour titre : « La barbarie continue. »

Nous connaissons déjà ce factum, signalé pour avoir été envoyé à quelques soldats du front. Il a quatre pages et comporte plusieurs paragraphes dont voici les sous-titres : *La Guerre — Les journaux fabriquent l'opinion — Les femmes pleurent — La guerre se prépare — Peuple souverain — Brute, va tuer ! — Encore un mot.*

C'est un papier stupide et mal écrit, évidemment destiné à troubler les âmes faibles qui pourraient le lire. On y remarque des passages dans ce genre : « Est-ce que tes larmes sont sincères, ô mère qui pleures ton fils tué dans un combat récent, tout en encourageant ton enfant plus jeune à aller, lui aussi, embrocher des Allemands ? »

Et plus loin, dans le paragraphe intitulé « Brute, va tuer ! » : « Reste dans la crasse, bête de revanche altérée de sang. Va tuer et te faire tuer, puisque tu le veux, pour la plus grande Allemagne ou la plus grande France. Vas-y surtout pour le plus gros coffre-fort de ton Krupp et de ton Schneider ! »

Et enfin dans le dernier paragraphe : « Actuellement, pour des intérêts financiers, les maîtres t'ordonnent de tuer et t'envoient à la mort. »

Après avoir parcouru ce papier, je le rendis au visiteur en disant :

— C'est une manœuvre pacifiste des Allemands.

— J'en suis sûr, mais ce n'est pas ce qui m'intéresse. Ce que je voudrais savoir, c'est pourquoi l'on a pris la peine de m'envoyer cette affaire-là dans une enveloppe affranchie à dix centimes, à moi qui ne suis pas soldat, et comment l'on a pu se procurer mon adresse à Alfort où je vis en obscur citoyen.

J'avouai mon ignorance.

— Si vous connaissiez M. Sherlock Holmès, poursuivit notre visiteur, il trouverait peut-être.

— Je ne le connais pas personnellement, mais il ne saurait refuser son concours à l'*Oeuvre*. M. Sherlock Holmès joue ce soir à l'Ambigu ; nous irons le voir pendant un entracte.

Et le soir, en effet, nous étions dans la loge du célèbre détective qui, mis au courant, examina attentivement le factum incriminé et l'enveloppe qui l'avait contenu.

S'adressant ensuite à notre compagnon :

— Votre nom figure-t-il sur quelque annuaire, liste de société ou document analogue ?

— Nullement. J'ai vu mon nom imprimé pour la première fois, il y a quelques jours, parce que j'ai fait une annonce dans trois journaux pour demander du travail.

— Ah ! Et vous avez ces journaux sur vous ?

— Pas les journaux, mais le texte des trois petites annonces qui ont passé dans le *Journal*, la *Liberté* et le *Petit Parisien*.

Sherlok Holmès examina les trois coupures, réfléchit longuement, puis déclara d'une voix ferme :

— Eh bien ! voici ce que je crois, ou plutôt ce dont je suis certain : le papier que vous m'avez montré et qui, d'une façon détournée, pousse à la paix en faisant une description horripilante de la guerre, est d'origine boche. Le style me le prouve. Mais le manuscrit a été envoyé en Espagne pour y être imprimé. Cela m'est démontré par la disposition typographique, la qualité du papier et certains mots mal corrigés qui révèlent le travail d'un ouvrier espagnol. Enfin, à défaut d'autres preuves, je vois par le timbre de la poste que votre lettre a été expédiée de la gare de Tarascon, station qui se trouve sur la grande ligne qui va de Barcelone à Vintimille, en passant par Cerbère, Nîmes et Marseille. Quant à savoir comment les expéditeurs ont eu votre nom et adresse, c'est enfantin ! Ils les ont tout simplement relevés dans les petites annonces

du *Journal*. Remarquez que je précise : du *Journal*, et voici pourquoi : dans le *Petit Parisien* et la *Liberté*, votre nom figure seul, mais, dans le *Journal*, il est précédé de l'initiale de votre prénom, et cette initiale se trouve également sur l'enveloppe que vous avez reçue. Donc, pas de doute.

Le lecteur de l'*Oeuvre* resta bouche bée devant ces savantes déductions ; quant à moi, je pensais que le héros de Conan Doyle était le digne élève d'Auguste Dupin, qui, bien avant lui, sut percer le troublant mystère du « double assassinat de la rue Morgue ».

— Mais pourquoi m'avoir envoyé ça, à moi ? dit enfin mon compagnon.

— Pourquoi ? mais parce que, dans votre annonce, vous demandez une place, or celui qui demande une place est généralement peu fortuné, et un homme dans la gêne doit, plus qu'un autre, aspirer à la paix et faire de la propagande en sa faveur.

L'argument était sans réplique et nous n'avions plus qu'à nous retirer.

La perspicacité de Sherlock Holmès devait, d'ailleurs, nous être bientôt confirmée. Dès le lendemain, nous recevions la visite d'un monsieur et d'une jeune fille qui avaient, eux aussi, reçu le factum dont nous venons de parler. Le premier, qui demeure boulevard Port-Royal, avait une enveloppe timbrée à Tarascon ; la jeune fille avait reçu la sienne de Marseille.

Et tous deux avaient demandé du travail par la voie des petites annonces.

Maxime Serpeille

HORS D'ŒUVRE

VICTIMES DES ZEPPELINS

Il paraît qu'on a amélioré l'éclairage des rues de Paris en allumant un millier de becs de gaz supplémentaires.

Tant mieux. Ça va toujours faire mille becs de gaz avec lesquels nous n'entrerons plus en collision à la faveur (si j'ose dire) de l'obscurité. Mais il en restera toujours assez pour que nous rentrions avec des bosses lorsque nous sortirons le soir.

D'ailleurs, les becs de gaz agissent seulement à la manière des phares ; ils signalent un écueil, mais n'éclairaient pas autour d'eux.

Voilà le bilan de la seule nuit de samedi à dimanche :

Rue d'Alésia, une famille est renversée par un tramway au milieu des ténèbres ; l'homme est gravement blessé à la tête ; la femme a le poignet gauche et une rotule brisés ; la fillette a la crâne fracturé.

Rue Etienne-Marcel, une infirmière est renversée et tuée sur le coup par une automobile.

Six autres personnes, errant à tâtons dans différents quartiers, sont répartis dans divers hôpitaux par suite de traumatismes variés.

Sans compter celles qui, étant tombées dans des précipices municipaux, ou dans la Seine aux flots bourbeux, ou dans des poubelles béantes, se sont perdues corps et biens, et dont personne n'entendra plus jamais parler.

Si encore la mort était le seul châtiement des noctambules qui sont dehors après sept heures du soir ; si elle était le seul risque que courent les petites ouvrières et les modestes employées obligées de regagner le soir un quartier lointain.

Mais il y a les apaches et les spécialistes de l'agression nocturne qui font actuellement, grâce à l'obscurité, des affaires d'or. Il y a surtout les voyous non mobilisés et les satyres embusqués dont la timidité habituelle s'accroît fort bien d'un éclairage réduit.

Inutile de chercher un agent. Il y en a beaucoup. Mais vous n'en verrez pas. Il fait trop noir.

Le kaiser peut féliciter sa flotte aérienne. Sans même bouger de leurs hangars, par la seule terreur qu'inspire leur venue éventuelle, les zepplins font chaque nuit à Paris un nombre très satisfaisant de victimes.

Dès lors, pourquoi se dérangent-ils ?

ZETTE

Mercantils

Il est un endroit, sur le front, d'où les mercantils ont complètement disparu, par les soins d'un capitaine d'artillerie originaire du Midi.

Ce capitaine a la délicate attention de faire venir lui-même de son pays, où il exerce dans le civil la profession de marchand de vins en gros, le vin indispensable à la belle santé et à la bonne humeur des poilus du régiment. Il le cède au modeste prix de 75 francs la barrique. L'ordonnance du capitaine, aidé de quelques camarades, est spécialement chargé de la vente au détail.

Ce commerce philanthropique n'a qu'un petit inconvénient : c'est que les arrivages se font par un petit chemin de fer à voie étroite qui sert aussi au transport des munitions ; et le transport des munitions est parfois retardé par la circulation des demi-muids du capitaine.

Du moins, c'est ce que prétendent les mercantils expulsés... sans doute par jalousie envers un concurrent dont les affaires sont trop prospères.

Pro Patria

Les prisonniers français et russes internés à Grafenwöhr ont projeté d'élever par souscription un monument à leurs camarades morts victimes des brutalités

teutonnes, des épidémies ou de leurs blessures.

Une somme de vingt mille francs a été recueillie, par les seules souscriptions des seuls prisonniers de Grafenwöhr.

M. Frédy Stoll, un caporal du 347^e qui, en captivité, est resté sculpteur de talent, a construit la maquette dont on nous communique la reproduction sous forme de carte postale.

Cette maquette représente un combattant écroulé sur les genoux, le buste renversé en arrière, clamant avant de mourir le nom de la patrie pour laquelle il a sacrifié sa vie.

Une autre carte postale représente le sculpteur prisonnier au travail, taillant dans un bloc de granit fourni par les carrières de Fichtelberg et dont le volume est environ de dix mètres cubes.

Le statuaire est secondé par des prisonniers russes et français. Au bas de la carte postale, on lit ces vers :

Voici que du granit surgit un noble athlète
Vaincu que son élan puissant raidit encor
Et qui, hautain, rejette en arrière la tête.
Pour crier, dans l'horreur muette du décor
Tout ce qu'espère sa défaite.

Sa fiancée

Il paraît que le « vainqueur de Verdun » aura bientôt, son papa étant malade, la signature impériale. La main passe...

Il y a quelques années, le plus fade de nos magazines de snobisme mondain conçut l'idée singulière de poser à ses lectrices cette question : « Quelle fiancée donnez-vous au Kronprinz ? » (L'individu était encore célibataire).

Les réponses affluèrent. Il y en eut dix-huit mille sept cents !

L'une proposait Hildegarde de Bavière ; l'autre, Annonciade de Habsbourg ; une troisième, Thyra de Danemark ; une quatrième, Margaret de Connaught ; une cinquième vota pour l'infante Marie-Thérèse.

Aucune de ces princesses nubiles n'avait, d'ailleurs, l'ambition de devenir Kronprinzessin, et l'on disposait de leur main sans les consulter.

La fiancée du kronprinz... Nous savons que l'heureuse élie a pleuré toutes les larmes de son corps, depuis son mariage avec ce gentilhomme.

Lacets de chaussures

On fournit à nos soldats des chaussures. On leur fournit également des lacets pour attacher leurs chaussures.

Mais les lacets ne vont pas avec les chaussures ; ils sont trop gros pour entrer dans les œillets. L'industriel qui fournit les lacets ignore l'industriel qui fournit les chaussures, et réciproquement ; et l'Intendance veut ignorer l'embarras des poilus.

C'est un détail ; mais toute l'administration est là-dedans.

Bébés boches

« Méfiez-vous des galettes qui vous seront offertes à l'occasion de la Fête des rois, nous écrit un pâtissier qui porte un nom célèbre dans l'art dramatique. A l'intérieur se cache tout souvent un bébé boche ; en effet, ces petits baigneurs de porcelaine sur lesquels se brisent traditionnellement vos dents, une fois par an, sont de fabrication allemande. Exigez donc la fève, la vieille fève française. »

Le conseil est excellent. Mais lorsque le petit baigneur boche décèle sa présence, c'est-à-dire lorsque votre dent est cassée, il est un peu tard pour refuser le gâteau, qui se trouve mangé.

La consigne doit être donnée aux boulangers et non pas aux clients.

Question

Pour quelle raison l'accès des cafés est-il interdit aux soldats de neuf à dix heures, les dimanches et jours fériés ?

Cette interruption d'une heure ne semble correspondre à aucune nécessité d'ordre militaire, et met une entrave à certains besoins d'ordre civil, par exemple le besoin qu'ont les permissionnaires de prendre une tasse de chocolat ou de café au lait, même le dimanche matin.

Capotes boueuses

Un de nos confrères écrit, à propos d'un passage de permissionnaires :

Ce qui m'indigna un peu, et je ne fus pas le seul, ce fut de voir plusieurs de ces soldats dont les capotes étaient littéralement couvertes de haut en bas d'une véritable carapace de boue séchée...

... Cela, en effet, est déplorable et honteux... Pourquoi force-t-on nos poilus à rougir de leur tenue à côté de leurs camarades étrangers ?

Un poilu se rebiffe, et nous écrit :

Mais non. Nous ne rougissons pas du tout de nos capotes boueuses. Nous en sommes fiers. Qu'on donne une capote neuve aux poilus à leur retour de permission. Mais, de grâce, qu'on leur laisse leur glorieuse carapace de boue pour aller chez eux, de façon à donner aux braves embusqués de l'arrière une petite idée de ce confort moderne qui, d'après eux, se trouve dans les tranchées.

Ce sont les torchons qui, aujourd'hui, ne veulent pas être mêlés avec les serviettes. Et comme ils ont raison !

LE ROUGE potage polonais

A l'heure où recommence l'offensive russe, on se remet à parler de la Pologne. Cette nation, qu'on croyait morte, s'est imposée à l'un et à l'autre belligérant comme la première réalité avec laquelle le vainqueur de demain devra compter, s'il veut bâtir une Europe équilibrée.

Le premier geste du tsar, comme le premier geste du kaiser, a été de promettre de refaire une Pologne. Une différence, toutefois : le kaiser n'entend ressusciter qu'une Pologne russe ; il ne parle ni de la prussienne ni de l'autrichienne, qui resteraient sous le joug. Création monstrueusement incomplète, qu'on ligoierait encore dans les chaînes de fer d'un Zollverein conçu pour empêcher tout essor économique, tandis qu'un roi de souche germanique, à la tête de l'armée polonaise, monterait la garde prussienne sur la Vistule.

Les projets du tsar sont tout autrement larges : sous ses auspices, c'est tout le vieux royaume des Jagellon qui reprend corps, avec Varsovie, Cracovie et Posen, débouchant sur la Baltique à Dantzig, et réunissant de quarante à cinquante millions d'hommes. Le kaiser veut faire un avorton rachitique. Le tsar veut créer une grande puissance.

Le projet du tsar est seul d'accord avec la nature des races en jeu. Les sujets de la Couronne autrichienne, pour avoir moins souffert que leurs frères de Russie, ne sont pas moins ardemment patriotes. Quant à ceux de Prusse, ils sont si peu assimilés qu'avant la guerre ils avaient réussi à vivre complètement en marge de leurs persécuteurs, n'achetant que des marchandises polonaises à des commerçants polonais soutenus par des banques polonaises.

La force de la race ressaisit même les grands seigneurs transfuges qui avaient accepté du service en Allemagne : le vieux prince Radolin, qui fut ambassadeur à Paris, n'eut pas plus tôt pris sa retraite dans ses terres de Pologne qu'il redevint nationaliste ardent. Au début de la guerre, il était si parfaitement suspect à la cour de Berlin qu'il fut gardé à vue dans son château ! Il était redevenu Radolinski.

C'est bien ce qui épouvante Berlin : le surgissement d'une grande Pologne de quarante-cinq millions d'habitants, industrielle et prolifique, se substituant à l'Allemagne comme fournisseur de la Russie, et prenant, par-dessus la tête du Prussien détesté, son orientation intellectuelle à Paris, c'est la fin du débordement germanique en Europe.

Le meilleur plat de la cuisine polonaise est une soupe à la betterave et au jus de volaille, le *barsz*. Ce succulent potage est rouge, d'un magnifique rouge-sang. Le kaiser l'aime beaucoup. La Pologne qu'il projette de coller au flanc de son empire ressemblerait à ce potage. Mais c'est les Polonais qui seraient saignés comme des poulets pour lui donner sa belle couleur rouge !

Maurice de Waleffe

Une Protestation

Le *Figaro* publie, sous la signature de M. J. Biès, président de la Société de prévoyance des Alsaciens-Lorrains ; du chanoine Henri Collin, directeur du *Lorrain de Metz* ; de MM. Ch. Vuillaume, président des Patriotes de la Moselle, et Paul Wilmoth, vice-président de l'Association générale d'Alsace-Lorraine, une protestation contre la formule insérée dans le manifeste socialiste en ce qui concerne le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Les signataires de cette protestation disent notamment :

« Le peuple d'Alsace-Lorraine a répondu solennellement une première fois par la voix de ses députés français en 1871, à l'Assemblée nationale de Bordeaux, quand il a protesté contre l'annexion ; trois ans après, ses premiers députés allemands ont renouvelé cette protestation avec une solennité et une autorité plus grandes encore au Reichstag même, à Berlin, disant aux vainqueurs qu'on nous faisait allemands contre le droit, et que malgré tout nous resterions français.

« Et qu'avons-nous fait autre chose, dans les quarante années qui ont suivi, que de proclamer sans cesse cette même vérité et cette sincère protestation ? Notre politique, depuis l'époque dite de la protestation jusqu'à celle de l'autonomie en passant par les périodes de la dictature, du nationalisme et du particularisme, n'a été qu'une forme appropriée aux circonstances, plus ou moins adoucie, plus ou moins verte, de notre répulsion pour l'Allemagne et de notre attachement à la France.

« D'ailleurs, nous ne voulons pas dépendre d'un parti, mais de la France, de celle dont Joffre, d'abord, et Poincaré ensuite nous ont entretenus en Alsace quand ils nous ont dit qu'elle nous rapporterait « le respect de nos traditions, de nos convictions, de nos libertés ».

« 1871 a ouvert une bien douloureuse parenthèse, 1916 va simplement la fermer. »

« Nous sommes des Français qui avons changé momentanément d'administration et de maîtres ; nous ne sommes pas des étrangers qu'on annexe ; nous sommes des membres de la famille qui revenons au foyer et qui sommes bien heureux d'y rentrer.

« Un plébiscite serait la négation de notre passé et une injure immédiate pour notre patriotisme ; nous n'en voulons pas. »

"L'Œuvre" Économique

LA HAUSSE DU FRET

L'OPINION DE M. AUGAGNEUR
ancien ministre de la marine

Nous sommes allés demander à M. Augagneur, ancien ministre de la marine, quelle était son opinion sur la hausse du fret et les moyens qu'il conviendrait d'employer pour remédier à la situation. M. Augagneur a bien voulu nous répondre :

— Les causes de cette augmentation sont assez simples et semblables à celles qui me font arriver aujourd'hui du Midi avec plus de deux heures de retard. Supprimez d'abord les commissaires de gare, ces messieurs très galonnés dont beaucoup ne savent pas le premier mot de leur besogne, et laissez nos réseaux aux mains des chefs de service ordinaires des compagnies, faciles à militariser dans leur poste : nos wagons et nos locomotives ne « moisiront » certainement pas sur des voies de garage. De même, coordonnez étroitement les services des transports par terre et par mer ; donnez à la « Marine » la direction pleine et entière des ports, car elle connaît tous leurs besoins mieux que les « Travaux publics » ; échelonnez enfin les arrivages ; ne laissez pas un port vide pendant quinze jours pour y faire entrer ensuite trois bateaux par jour, et vous verrez que le fret baissera.

« Si l'on veut décharger rapidement les navires, il faut des bras ; il est donc indispensable de rendre à la vie civile les dockers mobilisés comme auxiliaires. Qu'on ne vienne pas se plaindre du manque d'auxiliaires. Le ministre de la guerre qui convoque de nouvelles classes d'auxiliaires le fait sur le rapport des chefs des grandes administrations de la Guerre. Or ceux-ci sont trompés par leurs subordonnés. Quinze employés travaillant normalement feraient le travail d'une centaine d'auxiliaires. Pourquoi donc ne pas remplacer ces inutiles par des gens « adaptés » qui coûteraient moins cher ?

— Et croyez-vous, monsieur le ministre, que l'achat de bateaux par le gouvernement, achat dont il avait été récemment question, puisse avoir une influence heureuse sur le prix du fret ?

Le front énergique de M. Augagneur se fut plus sévère :
« Cela, c'est une autre histoire, comme dirait Kipling, ou plutôt une triste fable. Les personnages en sont un ministre, « qui n'a rien de la marine », une personnalité importante de l'autre côté du détroit, le fameux M. Dickinson, et surtout un personnage au nom en deux parties, très bien en cour d'une part au ministère français, et de l'autre à Potsdam.

« L'affaire me fut proposée alors que j'étais ministre. En quoi consiste-t-elle ? A acheter très cher des bateaux que le gouvernement, soyez-en certain, vendra plus que bon marché. L'opération n'est déjà pas tentante. Pour la justifier, il faudrait que le bénéfice sur le fret vint compenser la perte. Or pouvez-vous tabler sur une durée certaine de la guerre ? Le système de la réquisition temporaire n'est-il pas mille fois préférable ? Seulement voilà. Qui dit marché, dit commission... Et puis savez-vous quels bateaux on aurait eus ? Croyez-vous qu'avec les bénéfices donnés actuellement par le fret on eût trouvé cent bateaux à acheter en Angleterre ou en pays neutre ? Allons donc ! Sous une nationalité quelconque : danoise, néerlandaise, peu importe, maquillés, truqués comme nos ennemis savent le faire, nous aurions acheté des bateaux allemands ! »

La spéculation seule cause la hausse du sucre

Le ministère du commerce nous communique la note suivante, qui confirme ce que nous avons déjà dit à propos de la hausse du sucre, presque exclusivement due à la spéculation :

Des interprétations inexactes ayant été données sur les décisions prises par M. Clémentel, ministre du commerce, dans le but d'enrayer la hausse injustifiée du sucre, il est nécessaire de rétablir les faits. Informé que la spéculation cherchait à faire monter les sucres à des cours élevés, nullement en rapport avec leur prix de revient, soit en France, soit sur les marchés extérieurs, M. Clémentel convoqua une première fois M. Moutard, président des courtiers assermentés et président du syndicat du commerce du sucre. Il le recut en présence de M. Bolley, directeur des affaires commerciales, le samedi 18 décembre.

La cote officielle publiée à cette date fixait à 82 fr. 75 le cours du sucre blanc n° 3, qui, pratiquement, sert d'étalon aux cours des autres catégories de sucre. Le ministre fit observer à M. Moutard qu'il était inadmissible que, dans les circonstances actuelles, on se livrât à une spéculation abusive sur une denrée de première nécessité. Il déclara qu'il avait la preuve que de récents cours élevés avaient été cotés à propos de transactions portant sur des quantités très réduites. Ces cours étaient inscrits sans qu'on puisse avoir connaissance des noms des parties contrac-

tantes. Enfin, aucune indication ne pouvait être fournie sur le chiffre total auquel les quantités vendues depuis plusieurs mois avaient pu s'élever.

Cette dernière lacune étant d'autant plus grave que le ministre du commerce avait antérieurement prescrit de relever, conformément avec le prix, le nombre des sacs vendus, et de n'établir de cours officiels que si les quantités traitées étaient au moins de 500 sacs.

LE STOCK DE SUCRE

D'autre part, M. Clémentel fit connaître au président du syndicat que le gouvernement avait à sa disposition un stock important de sucres de valeur similaire au sucre blanc n° 3 permettant de parer aux besoins de la consommation à un prix ne dépassant pas 75 francs. Enfin, il déclara nettement que, si les cours étaient maintenus à des taux aussi élevés, le gouvernement se verrait obligé, pour prendre la défense de l'alimentation publique, de recourir à la réquisition des stocks sur lesquels se produisaient ces spéculations abusives et à la fermeture de la Bourse de commerce.

A la suite de cette intervention, la cote officielle fut supprimée ; mais, bientôt, des cours officiels s'établirent et des transactions se produisirent au prix de 77 à 78 fr. les 100 kilos. Cette baisse de prix montre combien les cours cotés étaient artificiels.

Le ministre du commerce, informé que les prix de ces transactions avaient une tendance à remonter, convoqua de nouveau M. Moutard, le 31 décembre, et, en présence de M. Chapsal, directeur du service du ravitaillement civil, et de M. Bolley, directeur des affaires commerciales, lui déclara qu'il ne pouvait tolérer qu'une cote officielle offrît encore moins de garanties, que la cote officielle supprimée puisse s'organiser à la Bourse de commerce et régir les transactions sur tout le territoire.

Il fit connaître au représentant du syndicat des sucres, en lui fournissant les renseignements les plus circonstanciés, l'importance des stocks disponibles. Ces stocks, cours permettant de livrer à un prix ne dépassant pas 75 francs des sucres non raffinés, mais pouvant être utilisés avant ou après traitement, dans les mêmes conditions que le sucre blanc n° 3, s'élevaient, pour les neuf mois à courir de la campagne 1915-1916, au 1^{er} décembre, à un total d'environ 500.000 tonnes. Or, cette quantité de 500.000 tonnes sera suffisante pour notre consommation générale, telle qu'elle a été évaluée par la direction générale des contributions indirectes pour le temps de guerre, y compris la consommation de nos colonies d'Afrique du Nord pendant cette même période. Le gouvernement n'aura donc plus qu'à s'assurer un stock de prévoyance pour faciliter les débuts de la campagne prochaine. Il est certain de pouvoir faire ces achats, d'ailleurs très peu importants, à des conditions permettant largement la cession de 75 francs les 100 kilos. Enfin, les cours mondiaux, eux-mêmes, gonflés eux aussi par la spéculation, céderont très probablement devant la dévalée très abondante de Cuba, évaluée à un minimum de 3.500.000 tonnes, soit 500.000 tonnes environ de plus que la récolte de la campagne 1914-1915.

HAUSSE FICTIVE

Cette situation, à n'en retenir que l'importance des stocks existants et leur prix de revient, suffit à démontrer ce qu'il y avait de fictif dans la hausse incriminée ; M. Clémentel déclara à M. Moutard qu'il ne tolérerait pas de hausse nouvelle, que le gouvernement saurait prendre les moyens efficaces pour l'enrayer si elle venait à se produire.

Pour consacrer l'état de fait ci-dessus indiqué et stabiliser les prix dans l'intérêt de la consommation non seulement du sucre blanc n° 3 et du granulé américain, mais du sucre raffiné et cassé en boîtes ; pour donner à la culture les garanties nécessaires afin que la campagne prochaine se fasse dans les meilleures conditions possibles ; pour fixer la date à partir de laquelle s'appliquera la réglementation des prix dans le commerce, le ministre du commerce a institué une commission dite « du contrôle du prix du sucre » dans laquelle sont représentées les administrations intéressées.

Enfin, après avoir de nouveau signifié à M. Moutard qu'il était bien résolu à s'opposer à toute manœuvre de spéculation, il lui a déclaré qu'il ne laisserait reprendre la cotation des cours que sous les conditions suivantes :

- 1° Ne constater les prix que lorsque l'opération portera sur 500 sacs de sucre au moins ;
 - 2° Consigner de façon explicite les noms et adresses des parties prenantes et le lieu de la marchandise ;
 - 3° Ne retenir dans les opérations que celles traitées par des industriels ou des négociants en sucre, des consommateurs ou des fabricants de produits dérivés ;
 - 4° Ne pas constater de cours officiels si l'ensemble des opérations retenues au cours d'une même vacation n'atteint pas au moins 2.000 sacs.
- En vue de rendre ces décisions exécutoires, M. Clémentel a saisi le préfet de police de la question en lui demandant de modifier en conséquence l'ordonnance du 1^{er} octobre 1889 concernant la police et le fonctionnement de la Bourse de commerce.

Espérons que, grâce à ces mesures énergiques, la Raffinerie Say ne triplera pas ses bénéfices en 1916, comme en 1915.

On nous écrit :

Les salaires dans la "couture"

Nous sommes des couturières employées dans une grande maison et, depuis la guerre, on a diminué notre salaire d'un tiers. En 1914, alors que l'ouvrage était restreint, nous acceptions les règles qu'on nous imposait, nous ne travaillions que sept heures par jour afin de permettre à toutes nos camarades et à nos parents de recevoir, achetés à des prix raisonnables, les vêtements nécessaires.

A présent, tout a changé. Le travail dans la couture a repris comme par le passé ; les prix de vente sont très élevés ; mais sous prétexte que les tissus ont augmenté, on nous offre toujours des salaires dérisoires. Il est honteux de profiter de la guerre pour réaliser un bénéfice énorme à nos dépens. Ne devrait-on pas, au contraire, payer le mieux possible l'ouvrière rivée de son mari et qui doit suffire par son travail à sa nourriture et à l'entretien de ses enfants ?

Propriétaires et capitalistes

Pourquoi avantagerait-on les propriétaires d'immeubles alors qu'on ne ferait rien pour les autres capitalistes.

On peut classer ainsi la fortune publique :

- 1° Capital moellons ;
 - 2° Capital papier ;
 - 3° Capital commercial.
- Le capital moellons se compose d'immeubles et de terrains ; les propriétaires, sous forme de quittances de loyer, en touchent ce que nous pourrions appeler les coupons.

Le capital papier se compose de titres de rentes, obligations, actions industrielles et commerciales qui sont la propriété de moyens et petits capitalistes dont le nombre est beaucoup plus grand que celui des propriétaires d'immeubles.

Le capital commerce est constitué par les fonds de commerce et certaines professions libérales.

Les propriétaires d'immeubles ou de terrains retrouveront après la guerre leur capital entier. Il n'en est pas de même des porteurs de titres, propriétaires du capital papier, et si l'on considère que la rente française, qui, au début de l'année 1914 était à 86 francs, n'est plus aujourd'hui qu'à 69 francs, on peut dire qu'en chiffres ronds, les porteurs de la Rente française ont vu leur fortune diminuer de 25 0/0. C'est-à-dire qu'un capitaliste qui, au début de 1914, aurait placé 100.000 francs sur la Rente française ne posséderait plus, aujourd'hui, que 75.000 francs ; et celui-là serait encore un privilégié par rapport aux porteurs des actions industrielles et commerciales, dont la majeure partie ne peuvent payer les coupons et dont la valeur réelle est aujourd'hui nulle pour beaucoup d'entre elles.

Quant au capital commerce, il a été lui aussi très amoindri ; de nombreuses boutiques sont fermées et de nombreux fonds de commerce ont perdu toute valeur.

alors pourquoi tant de réunions, pourquoi tant de conciliabules pour savoir comment on sauvegardera les intérêts des propriétaires d'immeubles, alors qu'on ne fait absolument rien pour les autres formes du capital ?

L'impôt sur le revenu

On pensait généralement que les pères de famille ayant perdu des enfants à la guerre avaient fait suffisamment de sacrifices pour être exonérés de nouveaux impôts. Mais, bien au contraire, le législateur n'ayant pas encore daigné porter son attention sur eux, la nouvelle loi d'impôt sur le revenu les atteindra encore plus durement que les autres, en raison même de leur malheur, puisque les dégrèvements doivent se faire suivant le nombre d'enfants existants ! Cette omission, profondément regrettable, devra forcément être réparée, autrement elle aurait des conséquences injustes et iniques.

Les engagements spéciaux

Le ministre de la guerre vient d'adresser aux généraux commandants de régions la circulaire suivante :

Les dispositions contenues dans la dépêche du 26 décembre 1915, relative aux engagements spéciaux, sont complétées par les mesures de détail suivantes :

- I. — INDEMNITÉS SPÉCIALES
- Les engagés spéciaux ne vivant pas à l'ordinaire et ne couchant pas à la caserne recevront l'indemnité journalière de 2 fr. 50 prévue par le règlement sur les frais de déplacement.
- D'autre part, ceux qui ne seront pas revêtus d'effets militaires (engagés ayant une infirmité trop apparente) percevront :
 - 1° Une prime de 13 francs pour les effets civils dont ils sont détenteurs à leur arrivée au corps ;
 - 2° Une prime journalière d'entretien de 0 fr. 25.

II. — DISPOSITIONS DIVERSES

- a) L'acte d'engagement est spécial ;
- b) Les anciens officiers rayés des cadres pour une raison quelconque et dérogés de toute obligation militaire sont admis à contracter l'engagement spécial, comme sergents.

GALLIENI.

UN LIVRE D'OR

Le roi Albert vient de signer un décret instituant un Livre d'Or appelé à commémorer les œuvres de générosité et de charité envers la Belgique que la guerre a fait naître.

LES RESPONSABILITÉS dans l'affaire Garfoungel

L'opinion publique commence à manifester quelque surprise qu'aucune sanction ne soit encore intervenue dans cette scandaleuse affaire Lombard aggravée par les révélations de l'Œuvre et d'un certain nombre de ses confrères sur le rôle de son principal complice : le bandit-policier Garfoungel. Nous savons bien qu'un commissaire de la Sûreté Générale a été déplacé : que le fonctionnaire de la police parisienne qui envoyait à Garfoungel le communiqué de 23 heures a été l'objet d'une réprimande et que quelques inspecteurs de moindre importance sont enquêlés.

Mais ces semonces, ces réprimandes n'ont évidemment rien à voir avec les peines disciplinaires annoncées par M. Briand, chef du nouveau gouvernement, le 3 novembre dernier, quand il promettait que « les responsabilités une fois établies, toute faute, toute défaillance serait suivie d'une sanction ».

Or, dans cette affaire, nous n'avons vu intervenir que des demi-mesures. Le temps des demi-mesures est passé. On ne nous fera pas admettre qu'un tel scandale ait pu se perpétuer pendant aussi longtemps avec la seule connivence de petits policiers. Il a fallu que ceux-ci, que l'on sait timorés à l'excès, se soient sentis couverts par leurs chefs.

Mais on nous assure que ces derniers vont être à leur tour appelés à la barre.

Est-ce comme témoins ou comme inculpés ?

Le gouvernement seul le sait et son conseil en décidera... s'il ne l'a déjà fait.

L'affaire Garfoungel a précisé les responsabilités et expliqué en partie certains points de l'affaire Lombard. C'est par ses attaches policières et politiques que le faux docteur Georges a pu se refaire une virginité, des relations et des rentes.

De toutes les responsabilités engagées, celle de la police figure au premier plan. C'est elle qui a fait Garfoungel. Qu'elle se soit servie de lui, cela la regarde ; mais qu'il se soit servi d'elle, c'est pousser la reconnaissance un peu loin.

Dans l'affaire Garfoungel, écrivions-nous hier en manchette en rappelant la déclaration ministérielle, les responsabilités sont établies, la faute est flagrante... Quelle sera la sanction ?

Tous les honnêtes gens l'attendent et s'étonnent un peu d'avoir à l'attendre. Si nous sommes bien renseignés, le conseil des ministres aurait déjà été amené à examiner la situation. Il aurait décidé de faire des exemples. Mais les scandales, au point de vue policier, se sont produits sous le règne de trois préfets différents : MM. Lépine, Hennion et Laurent.

Il n'y a plus de recours contre le premier, M. Lépine, qui n'est plus rien, pas même parlementaire. Le second n'est plus : M. Hennion est mort.

Il ne reste comme chef appelé à répondre de ses subordonnés que l'actuel préfet qui prit, dans des circonstances difficiles, la suite d'une situation délicate. On peut lui reprocher que certains de ses subordonnés aient laissé filer Garfoungel — s'ils ne l'ont pas aidé.

Chaque changement de préfet au boulevard du Palais amène, comme dans toute administration qui se respecte, des modifications parmi le personnel dirigeant des services. Ce qui rend difficile, actuellement, la recherche des responsabilités c'est justement ce défaut de continuité dans les directions. On s'est cependant aperçu qu'un seul homme, qui occupe depuis un quart de siècle d'importantes fonctions, était toujours en service. Après avoir actionné pendant plus de vingt ans les rouages compliqués de la police parisienne, dans laquelle il a pu se faire une réputation de fonctionnaire particulièrement habile à éviter les histoires, les circonstances l'amènent à signer pour son compte les ordonnances qu'il n'avait fait que contresigner jusqu'alors.

Il y a d'autres responsables de moindre envergure, qui recherchent en d'autres temps la publicité qu'aujourd'hui ils redoutent. Ils comptent toujours parmi les principaux collaborateurs du préfet. Les uns, que les bouleversements de la police... et de la politique changeront de bureau, sont toujours fonctionnaires. Les autres, en entrant dans cette administration avec une honnête réputation de magistrat, avaient fait naître des espoirs qui ne se sont pas réalisés, à ce qu'il paraît.

Ceux-là savent ce qu'ils ont ordonné, permis, toléré à leurs subalternes. Et ceux-ci ont le droit de dire s'ils n'ont fait qu'exécuter les ordres reçus ou s'ils les ont outrepassés.

L'affaire des faux certificats

Le capitaine Bouchardon, rapporteur près le troisième conseil de guerre, sans préjuger du fond de l'affaire, vient, à la demande des avocats et avec l'autorisation du gouverneur militaire de Paris, de mettre en liberté provisoire les nommés Geffroy, qui avait versé 500 francs pour sa réforme, Adolet qui avait versé 2.000 francs, Beaujolle (700 francs) et Gaston Lévy, négociant, que Garfoungel avait fait réformer moyennant la somme de 15.000 francs. Ce dernier a été renvoyé au dépôt de son régiment, à Auxerre.

Ces mises en liberté provisoires ont pu, dans une certaine mesure, être motivées par une anomalie judiciaire assez curieuse. Un arrêt de la chambre criminelle de 1912

décide, en effet, que la loi votée après l'affaire Wilson, loi qui punit la corruption des hommes politiques, comme des simples citoyens, laissait en dehors de son champ d'application les corrupteurs, le corrompu seul devant être atteint. C'est méconnaître d'une façon certaine les intentions du législateur, telles qu'elles se sont affirmées lors des débats parlementaires, aussi bien à la Chambre qu'au Sénat. On avait, en effet, la ferme intention, et c'était le bon sens même, de punir aussi bien le corrupteur que le corrompu.

Un mouvement préfectoral

Le Journal officiel publiera aujourd'hui un important mouvement préfectoral portant sur une cinquantaine de secrétaires généraux et de sous-préfets nommés pour la durée de la guerre.

Il annonce également la nomination de M. Lacombe, préfet de la Corrèze, comme préfet d'Oran, et celle de M. Zimmermann, sous-préfet de Narbonne, qui est chargé de l'administration du territoire de Belfort pendant la mobilisation du titulaire, M. Goujot.

Une grenade explose

Hier matin, rue Myrha, 25, le soldat Louis Laroche, âgé de 42 ans, du 20^e bataillon du génie, en permission régulière, a fait exploser dans son logement une grenade rapportée du front, qu'il maniait imprudemment. Il a été tué sur le coup. Une dame qui se trouvait avec lui a été grièvement blessée aux jambes. Elle a été transportée à Lariboisière.

LES AUTOS MEURTRIÈRES

Mme Antoinette Bonadiou, en traversant hier la chaussée, boulevard des Batignolles, a été renversée par une auto conduite par le chauffeur Joseph Xavier. La malheureuse femme est décédée à Beaujon, où elle avait été transportée sans avoir repris connaissance. Une enquête est ouverte.

Qui a lu l'Œuvre aujourd'hui la lira demain

LA VIE CHÈRE

D'après le tableau des cours des denrées que nous avons publié le 5 décembre dernier et celui que nous transmet aujourd'hui la préfecture de police, il est certain que, malgré les mesures prises par les pouvoirs publics, il y a eu une hausse très sensible, sur les volailles notamment et sur les légumes, dans l'espace d'un mois.

| VIANDE | | |
|-----------------------|-------------|--------------|
| | 5 déc. 1915 | 5 janv. 1916 |
| | Le kilo | Le kilo |
| Pot au feu..... | 1.10 à 1.80 | 0.90 à 1.50 |
| Aloyau entier..... | 1.80 à 2.80 | 2.20 à 3.50 |
| Veau entier..... | 1.70 à 2.80 | 1.90 à 3.20 |
| Epaule de veau..... | 1.90 à 2.40 | 2.20 à 2.60 |
| Mouton entier..... | 1.20 à 2.60 | 1.70 à 3 » |
| Gigot..... | 2.20 à 3.40 | 3.40 à 4.40 |
| Ragout de mouton..... | 1.50 à 2 » | 1.40 à 1.70 |
| Porc entier..... | 2.20 à 2.60 | 2.30 à 2.90 |

| VOLAILLE | | |
|-------------|-------------|-------------|
| | Le kilo | Le kilo |
| Poulet..... | 3.20 à 3.80 | 3.70 à 4.50 |
| Lapin..... | 2.50 à 2.60 | 2.70 à 2.80 |
| Oie..... | 2.20 à 2.45 | 2.40 à 2.80 |

| POISSON | | |
|--------------------------------|-------------|-------------|
| | Le kilo | Le kilo |
| Cabillaud..... | 0.80 à 1.25 | 1 » à 1.25 |
| Carlet moyen..... | 1.25 à 1.75 | 1 » à 1.75 |
| Congre..... | 1 » à 1.75 | 1.50 à 1.75 |
| Raie..... | 1 » à 1.25 | 1.50 » |
| Hareng français, le cent..... | 15 à 25 | 8 à 15 |
| Maquereau, pas d'arrivage..... | — | 20 à 35 |

| LÉGUMES | | | |
|--------------------------------|------------|-------------|-------------|
| | 100 boîtes | 30 à 45 | 50 à 65 |
| Carottes..... | 10 à 20 | 15 à 30 | 15 à 30 |
| Navets..... | 40 à 75 | 40 à 80 | 40 à 80 |
| Poireaux..... | 1 » à 1.75 | 1.50 à 1.75 | 1.50 à 1.75 |
| Choux..... | 1 » à 1.25 | 1.50 » | 1.50 à 1.75 |
| Hareng français, le cent..... | 15 à 25 | 8 à 15 | 15 à 25 |
| Maquereau, pas d'arrivage..... | — | 20 à 35 | — |

| BEURRE | | |
|--------------------------|---------|---------|
| | Le kilo | Le kilo |
| Cours moyen général..... | 4.80 | 4.90 |

| FROMAGE | | |
|---------------------------|----------|----------|
| | Le kilo | Le kilo |
| Camembert de Normand..... | 90 à 105 | 80 à 102 |

LE RENOUELEMENT

BONS MUNICIPAUX

Dans sa séance du 6 décembre, le Conseil Municipal a approuvé le renouvellement facultatif d'une partie des Bons Municipaux émis par la Ville de Paris pendant l'année 1915. Le décret autorisant cette opération vient d'être promulgué au Journal officiel.

Il s'agit des Bons créés à un an et venant à échéance du 25 décembre 1915 au 2 mars prochain. Les nouveaux Bons que la Ville offre en échange des anciens sont, au gré des porteurs, à six mois ou à un an de date. Ceux à six mois donnent toujours un intérêt de 5,25 0/0 l'an, et ceux à un an, un intérêt de 5,50 0/0 l'an. Cet intérêt est, pour ces deux catégories, exempt de toute retenue pour impôt ou timbre.

Tout comme précédemment, ils donnent à leurs détenteurs un droit de souscription par préférence aux Emprunts que la Ville de Paris pourrait émettre avant leur échéance et, pour épargner des démarches successives, ils sont délivrés, séance tenante, contre les anciens.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse soit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

AUTOUR DE SALONIQUE

Le contingent serbe disponible

Athènes, 3 janvier. — On mande de Salonique :

Selon des renseignements fournis par des officiers de la suite du roi Pierre, les forces serbes concentrées en Albanie, non compris les détachements serbes coopérant, avec l'armée monténégrine, s'élèvent à cent mille hommes.

Ces forces sont presque complètement réorganisées. Elles seront prochainement et abondamment ravitaillées en uniformes, en artillerie et en chevaux.

Aucune décision n'a encore été prise au sujet de l'utilisation de ces troupes ; il serait donc prématuré d'affirmer qu'elles seront transportées à Salonique. Il est probable qu'une décision sera prise à la suite des conversations qu'aura le roi Pierre avec les états-majors des alliés à Salonique.

Le plan allemand

Londres, 4 janvier. — On mande d'Athènes au Daily Telegraph :

Le plan préparé par l'état-major allemand pour attaquer Salonique a été le suivant : une armée de 200.000 Allemands devait avancer de Monastir, 150.000 Turcs devaient venir de la Thrace bulgare et 100.000 Bulgares de Guevgueli et de Doiran.

En même temps, les troupes autrichiennes devaient attaquer le Montenegro, et 250.000 Bulgares devaient avancer en Albanie et occuper toutes les bases serbes et italiennes.

La date fixée pour le commencement de l'attaque avait été le 3 janvier.

Ce plan a dû être abandonné par suite de dissensions et d'une méfiance mutuelle entre Bulgares et Turcs.

Le cas des quatre consuls

Amsterdam, 3 janvier. — Selon un télégramme de Sofia, l'opinion publique est très surexcitée par l'arrestation des consuls des puissances centrales à Salonique. Le cabinet a décidé, comme mesure de répression, d'arrêter les fonctionnaires de l'Entente restés aux consuls après le départ de Bulgarie des consuls. Ces fonctionnaires, déclare-t-on, seront seulement remis en liberté après la libération du consul de Bulgarie et de son personnel.

Un autre télégramme annonce que la Porte proteste énergiquement par l'entremise de l'ambassade des Etats-Unis contre l'arrestation du consul de Turquie et des autres consuls à Salonique.

Les arrestations

Londres, 4 janvier. — On mande d'Athènes au Morning Post que les arrestations opérées par les autorités françaises à Salonique s'élèvent à 350, parmi lesquelles on compte beaucoup de demi-mondaines.

Le rabbin principal a protesté auprès du général Sarrail contre l'arrestation d'un grand nombre de juifs. Le général Sarrail a fait au rabbin une réponse rassurante.

LA GRECE AU PAIN SEC

Amsterdam, 3 janvier. — On télégraphie de Sofia que M. Radostavoff a déclaré au Sobranié que le gouvernement bulgare accepte la pleine responsabilité des envois de grains aux alliés et amis de la Bulgarie et qu'il regrette d'être dans l'obligation d'envoyer seulement soixante wagons à la Grèce au lieu de mille qui avaient été promis, par suite de la présence des troupes anglo-françaises à Salonique.

COMMUNIQUE MONTENEGRIN

Le consulat général de Monténégro transmet le communiqué reçu le 4 janvier :

« Le 2 janvier, sur le front nord, duel d'artillerie.

Sur le front est, dans la direction de Mokovatz, l'ennemi a dirigé contre nos positions de vives attaques qui ont duré toute la journée, mais qui ont été repoussées.

Vers Berana, les combats ont été moins violents.

Du côté de Deohani-Plava, nous avons repris la position de Bogicevitch ; et chassé l'ennemi en lui infligeant des pertes sérieuses.

Sur les autres fronts, duels d'artillerie. »

La Grèce et l'armée bulgare

Souvenirs sanglants et glorieux

Le Messenger d'Athènes constate que le gouvernement, pour tenir la balance égale entre tous les belligérants, est disposé à tolérer l'entrée en Grèce d'une armée bulgare-turque, tolérance que le peuple ne comprendrait pas.

D'autre part, dit ce journal, l'armée, dont la majeure partie se compose des combattants qui délivrèrent la Macédoine des Turcs et la purifièrent des Bulgares, juge avec moins de sang-froid. Il y a déjà des signes non équivoques — ceux qui doivent le savoir ne l'apprendront pas de nous — de la façon dont l'armée envisagerait une incursion bulgare. Aucune explication, aucune promesse, aucune garantie ne peut effacer des souvenirs sanglants et glorieux, des haines séculaires.

Les 800.000 hommes de Mackensen

« Nous ne pouvons pas savoir ce que demain sera, continue le Messenger d'Athènes, mais nous voyons aujourd'hui le minuscule petit corps anglo-français de Macédoine, pour lequel la presse germanophile n'avait pas assez d'expressions de mépris, devenir une armée puissante. Et nous avons vu les 800.000 hommes du général von Mackensen, dont la seule pensée faisait frémir tout l'Orient sauf les hommes sans peur que sont les Serbes, fondre avant de paraître et ne pouvoir faire un pas dans la péninsule balkanique, sinon avec l'appui de l'armée bulgare. »

MANIFESTATIONS VENIZELISTES

Athènes, 4 janvier. — Les journaux rapportent que M. Venizelos a été l'objet, la semaine dernière, de chaleureuses manifestations de sympathie à l'occasion de sa fête patronymique. Des milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux militaires, ont défilé à son domicile, lui apportant des fleurs. Avant-hier, comme l'ancien président du conseil traversait le Pirée pour se rendre aux funérailles d'un de ses amis, les ouvriers du port l'accablèrent longuement. Le même jour, au contraire, une foule de femmes et d'enfants vinrent manifester devant l'hôtel de la présidence du conseil pour protester contre le retard dans la distribution des allocations aux familles des mobilisés.

La crise du socialisme allemand

Berne, 4 janvier. — Le Vorwaerts de Berlin publie les résultats d'un calcul relatif au vote des crédits de guerre.

Ce calcul établit que les députés de la minorité opposés au crédit représentent en fait 1.380.000 électeurs et que ceux de la majorité favorable aux crédits n'en représentent que 1.372.000.

Le groupe de la minorité serait donc, en fait, autorisé à se dire le porte-paroles de la majorité du corps électoral socialiste.

NOUVEL ATTEMPTAT AUX ETATS-UNIS

New-York, 3 janvier. — Aujourd'hui, en cale sèche à Brooklyn, s'est produite une explosion suivie d'un incendie à bord du pétrolier Aztec. Une vingtaine d'hommes qui travaillaient au fond de la cale manquent. On croit qu'ils ont péri.

Cette explosion semblerait être encore un de ces actes mystérieux de violence si fréquents aux Etats-Unis depuis la guerre.

COMMUNIQUE BELGE

Après une nuit calme, la lutte d'artillerie a repris avec violence dans les secteurs de Dixmude et de Drie Grachten.

Au cours de la matinée, au nord de Steenstraete, combat à coups de bombes qui a tourné à notre avantage.

SOUS L'ŒIL DU GENDARME

Bâle, 4 janvier. — La presse allemande publie le texte d'une ordonnance du sous-préfet de Landeshut, en Silésie, qui menace les cultivateurs de faire battre le blé en présence de la gendarmerie si les cultivateurs s'obstinent à dissimuler les récoltes.

La poussée russe continue

Communiqué russe

Pétrograd, 3 janvier. — Front occidental. — Dans la région de Czartorysk et sur la Strya supérieure, nous avons repoussé, en lui infligeant de grosses pertes, les tentatives de l'ennemi de s'approcher de nos tranchées.

Au nord-est de Czernovitz, le combat continue avec la même énergie. Nos éléments, malgré de nombreuses contre-attaques de l'ennemi, progressent sans cesse ; les pertes de l'ennemi sont très grandes ; nous avons fait prisonniers, de nouveau, 16 officiers, 766 soldats non blessés, sans compter un grand nombre de blessés restés sur le champ de bataille.

Front du Caucase. — Dans la région du littoral de la mer Noire, dans la nuit du 1^{er} janvier, les Turcs ont fait des tentatives pour s'approcher de nos positions ; ils ont été arrêtés par notre feu.

Persé. — Dans la direction d'Hamadan, au sud-ouest d'Assadaba, nous avons attaqué une troupe de gendarmes persans, au nombre d'environ 500, et les avons rejétés vers le village Tchamar, au nord de la ville de Kianghaver, tuant une cinquantaine de rebelles, faisant des prisonniers et enlevant un groupe de convois ; nous n'avons eu aucune perte.

Echecs allemands sur la Dvina et la Strya

Pétrograd, 4 janvier. — Front occidental. — Les Allemands ont tenté de traverser la Dvina dans la région d'Elisenhof, mais ils ont été rejetés par notre feu.

Ont été mis en fuite également des Allemands vêtus de manteaux blancs lors de leur tentative d'approcher de nos tranchées dans la région de Tzargard.

Dans la région de Tcharatoryski, l'ennemi a été refoulé d'un petit bois entre Kostukhnovsk et la gare de Potcherevitchi.

Dans la région du cours moyen de la Strya, nos troupes, ayant franchi un rang de défenses de fil de fer, ont occupé une partie des tranchées ennemies à l'est du village de Biexvintze et ont pris d'assaut un fort ouvrage isolé.

Au nord-est de Czernovitz, nous avons occupé une ligne de tranchées ennemies ; dans cette région, des contre-attaques prononcées par l'ennemi ont été repoussées par le feu concentré de notre artillerie qui a infligé à l'ennemi de grandes pertes.

FERMES PAROLES DU TSAR

Pétrograd, 4 janvier. — Pendant la revue qu'il a passée le 2 janvier, l'empereur a adressé aux chevaliers de l'ordre de Saint-Georges les paroles suivantes :

« A vous, représentants les plus vaillants de notre armée, j'exprime ma reconnaissance cordiale et profonde pour vos courageux services et les sacrifices que vous avez faits au cours de cette campagne. Je vous prie de transmettre à vos régiments respectifs ma sincère gratitude pour le pénible travail qu'ils remplissent et que toute la Russie apprécie.

« Soyez assurés, comme je l'avais dit au début de la guerre, que je ne conclurai pas la paix tant que nous n'aurons pas chassé le dernier ennemi de notre territoire. Je ne conclurai cette paix qu'en plein accord avec nos alliés, auxquels nous sommes liés, non par des chiffons de papier, mais par une véritable amitié et par le sang. Je n'oublierai pas cette revue et suis bien aise d'avoir pu voir les vaillants éléments de l'armée.

« Je vous prie de faire connaître à toutes les troupes ma reconnaissance pour leurs services dévoués qui réjouissent mon cœur. Que Dieu vous garde ! »

LA DESTRUCTION DU « PERSIA »

Le Caire, 4 janvier. — Le paquebot Persia transportait un courrier exceptionnellement important pour l'Egypte et les Indes. Vingt à trente mille sacs sont perdus ; 11.000 sacs du courrier de Malte ont été débarqués.

New-York, 3 janvier. — Le baron Zwiédinek, chargé d'affaires autrichien, a prié M. Lansing, secrétaire d'Etat, de suspendre son jugement, promettant que si le torpillage du Persia était dû à un sous-marin autrichien, l'Autriche donnerait une prompt satisfaction pour les dommages causés par les pertes de vies américaines.

Les Alliés "tiendront"

Pétrograd, 4 janvier. — La commission du budget de la Douma a terminé l'examen du budget de 1916.

La balance se solde par un déficit de 377 millions de roubles.

Les recettes prévues sont de 3.181.000.000 de roubles.

Les dépenses sont de 3.338.000.000 de roubles.

Le ministère du commerce demande un crédit de 15 millions de roubles pour préparer le port d'Arkhangel en vue de la campagne d'hiver 1916-1917.

LE RENDEMENT DU SYSTEME DERBY

Londres, 4 janvier. — Lord Derby a communiqué les résultats de sa campagne ; le total des hommes en âge de porter les armes est de 5.011.441 ; le total de ceux qui se sont engagés soit pour le service immédiat, soit d'après le système de lord Derby, y compris ceux qui ont été refusés pour incapacités physiques, est de 2.829.263 ; restent donc en âge de porter les armes, 2.182.178 hommes mariés et célibataires.

Le nombre des célibataires qui ont refusé de s'engager est de 1.029.231 dont 378.071 sont nécessaires à la marche de l'industrie nationale, ce qui donne 651.160 célibataires qui auraient pu s'engager et ne l'ont pas fait.

Londres, 4 janvier. — On annonce que quatre nouvelles classes de recrues sont appelées, d'après le système de lord Derby, pour le 8 février. Elles comprennent les célibataires de 23 à 26 ans.

DE L'OR POUR LE BLE

Du Morning Post :

« Un nouvel appel est adressé à tous les possesseurs d'or, surtout sous la forme de pièces et médailles qui se trouveraient, dit-on, en grande quantité chez les particuliers. La Banque d'Empire donnera un reçu de toutes ces pièces et médailles, sur la production de ce reçu, des pièces analogues seront rendues aux donateurs moins de deux mois après la conclusion de la paix. Le besoin d'augmenter la réserve d'or de la Banque d'Empire est dû en partie à ce fait que l'Allemagne a été obligée d'exporter de l'or, par exemple en Roumanie, comme paiement des chargements de blé. »

GRAVE ACCIDENT A LYON

Lyon, 4 janvier. — L'autorité militaire communique la note suivante :

« Un accident s'est produit, le 3 janvier, au parc d'artillerie, par suite de l'explosion d'un obus, accident tout à fait fortuit.

« L'enquête n'a révélé aucune présomption d'attention ; neuf hommes ont été tués, dont un civil ; vingt ont été blessés, dont un civil également. »

A LA MEMOIRE DE LEURS VICTIMES

Marseille, 4 janvier. — Sur l'initiative de la Compagnie des Messageries Maritimes, une grand messe de Requiem a été célébrée ce matin, en l'église de Saint-Cannat, pour le repos de l'âme des victimes du torpillage du paquebot Ville-de-la-Ciotat. Une foule nombreuse, émue et recueillie, parmi laquelle les familles des victimes et les autorités maritimes, militaires et civiles, assistait à cette cérémonie.

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Décret supprimant le bureau du cabinet du ministère du commerce et de l'industrie, dont les travaux seront effectués par le cabinet politique.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Comédie-Française, 8 h. 30, Le Monde où l'on s'ennuie ; Odéon, 8 h. Severo Torelli ; Gaité, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ? ; théâtre Antoine, 8 h. 15, La Belle Aventure ; Apollo, 8 h. 15, La Cocarde de Mimi Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, La Puce à l'oreille ; Palais-Royal, 8 h. 30, Il faut l'avoir ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kit ; Variétés,

8 h. 30, Mademoiselle Josette ma femme ; théâtre de la Porte-Saint-Martin, 7 h. 30, Cyrano de Bergerac ; Trianon-Lyrique, 8 h. 30, Les Noces de Jeannette, Galathée ; Châtelet, 8 h. 45, Les exploits d'une petite Française ; Athénée, 8 h. 30, L'Ecole des Civils ; théâtre Réjane, 8 h. 30, M^{me} Sans-Gêne ; Gymnase, 8 h. 45, les Deux Vestales ; Capucines, 8 h. 15, En franchise, Oh ! Pardon ; Vaudeville, 8 h. 15, Cabiria ; Déjazet, 8 h. 15 ; Les Fiancés de Rosalie ; Grand-Guignol, 8 h. 45, Le Mystère de la Main noire ; théâtre Michel, 8 h. 30, Vous permettez ? Son Filleul ; Folies-Bergère, 8 h. 30, Jusqu'au bout ; Scala, 8 h. 30, Taisez-vous, méitez-vous ! ; Cigale, 8 h. 30, La Perle de Séville ; Olympia, 8 h. 30, Pierrot's Christmas ; Concert Mayol, 8 h. 30, Madame Bou-Dou Ba-Da Bouh ! ; Alhambra, 8 heures 30, attractions ; Eldorado, 8 h. 15, Ponchu, roi des dentistes ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Un Bouchon ; Gaité-Rochecouart, 8 h. 30, C'est Mimi ; Nouveau-Cirque, 8 h. 30, Antonio Toréador ; aux Quat'Z'Arts, La Marche à l'Étoile ; au Moulin de la Chanson, à la Pie qui 8 h. 45, revues et chansonniers.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

L'hiver à la Côte d'Azur

Billets d'aller et retour spéciaux à prix réduits (1^{re} et 2^e classes) pour Cannes, Nice, Menton, Monaco, Monte-Carlo.

Emission du 1^{er} décembre 1915 au 2 mai 1916, au départ des gares de Paris, Dijon, Lyon (Perrache et Broletaire), Vesoul, Besançon, Gray, Nevers, Is-sur-Tille, Genève, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Grenoble, Valence, Avignon, Cette, Nîmes.

Validité 20 jours (dimanches et fêtes compris).

Prolongation de deux périodes de 10 jours (dimanches et fêtes compris) moyennant le paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 0/0.

Deux arrêts autorisés en cours de route, au gré des voyageurs, tant à l'aller qu'au retour.

Prix de Paris à Nice : 1^{re} classe, 182 f. 60 ; 2^e cl., 131 f. 50.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Agenda P.-L.-M. 1915-1916

L'Agenda P.-L.-M., dont la publication avait dû être suspendue en 1915, reparait avec le millésime 1915-1916.

A côté d'articles des plus intéressants se rapportant aux circonstances actuelles, de belles illustrations en simili-gravure et de nombreux dessins à la plume, l'Agenda P.-L.-M. nous offre, cette année, des pages de photographies inédites de la guerre : L'Héroïque Belgique, France et Italie, et douze hors-texte en couleurs, parmi lesquels six épisodes de la guerre, reproductions artistiques des compositions des peintres militaires Galien-Laloue et Perboyre ; Nos Alpes dans les Vosges — Prise d'une batterie allemande — Prise d'un village — Mise en batterie du 75 — Les troupes noires à l'assaut — Goumiers en reconnaissance.

C'est un document d'actualité que chacun voudra acquérir et conserver.

L'Agenda P.-L.-M. est en vente au prix de 1 fr. 50 à l'Agence P.-L.-M. de renseignements, 88, rue Saint-Lazare, à Paris, à la gare de Paris-Lyon (bureau de renseignements et bibliothèques), dans les bureaux-succursales et bibliothèques des gares du réseau P.-L.-M., au rayon de la papeterie des Grands Magasins du Bon Marché, du Louvre, du Printemps, des Galeries Lafayette, des Trois-Quartiers, etc., à Paris.

L'Agenda P.-L.-M. est aussi envoyé à domicile sur demande adressée au Service de la Publicité de la Compagnie P.-L.-M., 20, boulevard Diderot, à Paris, et accompagné de 2 fr. 25 (mandat-poste ou timbres) pour les envois à destination de la France, et de 2 fr. 50 (mandat-poste international) pour ceux à destination de l'étranger.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHE, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

E. ARCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »

du 5 janvier 1916

47

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

DEUXIÈME PARTIE

XVI

Dernière tentative d'Otto

Mais il est devant la porte, avant elle, et se laissant tomber à genoux, une main étendue sur la serrure, il éclate en sanglots sourds.

— Lina ! ma petite Lina ! pardon, pardon ! Vous ne sentez donc pas que je suis fou de chagrin, que je n'entends même pas les mots que je prononce. Vous qui aimez, vous devriez comprendre la folie qui peut gagner un être quand il perd ainsi tout ce qu'il a de plus cher. Le désespoir m'a fait délirer et m'a peut-être rendu très méchant... Ne m'en gardez pas rancune, soyez pitoyable ; je souffre tant... On n'en veut pas à un blessé quand il hurle de douleur.

Lâchant la porte, il se traîne à genoux un peu plus loin et sanglotant toujours la tête dans ses mains, il poursuit en hoquetant :

— Partez ! partez si vous voulez... laissez moi crever là tout seul comme un pauvre chien malade.

Encore une fois reprise par sa sensibilité, Lina lui tend les mains spontanément.

— Je ne vous en veux pas, murmure-t-elle d'une gentille voix triste, je ne vous en veux pas ! Je suis désespérée du chagrin que je vous fais... je vous le jure... Tenez, voulez-vous... voulez-vous que je me tue ?...

Elle parle sérieusement ; pour l'instant sa vie est empoisonnée ; il lui semble que jamais elle ne pourra être heureuse, que toujours entre le bonheur et elle s'interposera la figure ravagée de cet homme qui l'aime et qui souffre par elle... que ce sera comme une tache qu'on a dans l'œil et qu'on retrouve sur tous les objets...

Non, elle n'a pas le courage de s'en aller, d'abandonner seul avec son chagrin cet être pantelant... Et d'instinct, avec des gestes de mère, parce qu'un homme malade ou malheureux sera toujours un peu un enfant pour une femme, elle se penche vers Otto, le tire par les mains, l'oblige à s'asseoir sur le canapé, lui installe un coussin sous la tête, lui tamponne les yeux avec son mouchoir humecté à la bouteille d'eau d'Evian qui traîne sur le coin du bureau et doucement, à voix basse, elle

annonce comme une maman guérissant son petit d'un bobo imaginaire :

— Là... ça va mieux... c'est fini, ne bougez pas... je suis là. Vous sentez bien que j'ai de l'amitié pour vous...

On dirait qu'il s'endort sous le bercement des mots puérils et magiques ; sa tête vacille d'une épaule à l'autre ; ses yeux restent clos.

Lina murmure encore :

— Ça va mieux ? Là... c'est fini... Il fait oui d'un signe de tête et dit les yeux toujours clos :

— Vous êtes bonne... vous êtes bonne, ma petite Lina... Jurez-moi que je ne vous perdrai pas tout à fait, que nous serons amis... Et surtout, surtout ne quittez pas la maison, ne me fuyez pas...

— Je vous le promets... Maintenant, il faut que je m'en aille... promettez-moi d'être raisonnable, mon ami, mon très cher ami... Je reviendrai vous dire au revoir avant que vous ne repartiez.

— Oui, je serai raisonnable, vous avez été si bonne... si bonne !

Mais brusquement, changeant de ton, avec une inquiétude dans le regard et dans la voix, il demande :

— Dites-moi, Lina, j'ai divagué tout à l'heure... Je vous ai parlé de catastrophes, de je ne sais quoi... Ça n'a pas de sens, vous savez...

Et avec un rire forcé :

— Pour un peu, je vous aurais prédit la fin du monde... Oubliez tout ça, je vous en conjure...

XVII

Idylle

En attendant les premières clientes qui n'arrivent guère avant onze heures, les mannequins en corsé et en robes de soie, les unes armées de bouffettes à poudre de riz, les autres, d'étoiles de rouge pour les lèvres ou de crayons bruns, bleus ou noirs pour les yeux, évoluent en jacassant dans le petit salon vert pâle où elles s'habillent et se déshabillent au galop.

La belle Ninon à laquelle échoit particulièrement le rôle glorieux de « passer », les manteaux et les robes de gala parce qu'elle « fait », grande dame, échauffée sur sa tête comme un gigantesque chignon en forme de cône, lequel, parachevant le maquillage mauve et rose vif de son joli visage inexpressif, lui donne l'aspect figé d'une poupée pour vitrine de coiffeur.

— Pourquoi que tu te coiffes comme ça ? ça ne se porte plus, déclare Pervenue une longue et maigre enfant blonde aux yeux couleur de la fleur qui lui vaut son prénom.

— Oh ! toi... t'as pas de goût. Et puis d'abord, moi j'trouve que ça me va. C'est l'essentiel, n'est-ce pas ?

— Penses-tu ? c'est pour qu'on te regarde davantage, oui... Avec ça que tu ne sais pas que la perruque fait tiquer les commissionnaires ?... Seulement, ma vieille, les hommes chics n'aiment pas ça...

Mais Lévy, surgit en trombe :

— Dépêchez-vous, nom d'un chien !... On attend des commissionnaires.

Et au même moment, c'est Marchoff qui accourt en glapissant :

— Vite, vite... au salon : tailleurs, robes de soirées, manteaux couleurs vives pour Berlin. Ces messieurs sont là.

— Toutes ces dames au salon ! achève Ninon, dès qu'il a tourné les talons. Avec les robes du soir, ces demoiselles sont perruquées de « tango », de bleu, de mauve, de vert et de blanc.

Les acheteurs, trois hommes épais et vulgaires, l'air de maigrons cossus, parlent allemand avec Marchoff et Lévy. Lina, qui connaît suffisamment cette langue pour suivre la conversation, pense in petto :

— Ah ! ça, Lévy devient fou !

En effet, le petit homme ne semble avoir en tête qu'une marotte : expédier soit vendues ferme, soit à condition, toutes les fourrures de la réserve à Berlin. Marchoff lui-même le regarde d'un œil rond, en se grattant l'oreille, ce qui chez lui est le signe de la plus profonde méditation.

— Non... finit-il par dire, on ne peut tout de même pas vendre les trois manteaux de zibeline... ni ceux d'hermine... le temps de préparer des peaux... on n'aurait plus rien à montrer en cas de...

(La suite à demain)